

L'État, la croissance économique et l'environnement

Respectable Loge, Démos, Orient de Nice, Région 2

Mots-clefs : Environnement, Croissance

Ce monde d'Après éclaire notre rapport au savoir et à la décision politique, marqué par nos croyances, nos peurs et biais cognitifs que les médias et Réseaux Sociaux multiplient. Imaginer ce monde d'Après pose l'épidémie Covid comme tocsin d'une finitude qui pourtant ne nous avait jamais quittés. C'est le nez dans le mur qu'on reconnaît le maçon.

La croissance idolâtrée ignore ses impacts sanitaires et environnementaux

La croissance économique est de ces totems que l'on croit éternels parce qu'on les a toujours connus. Elle ne peut se poursuivre sans inventer de nouveaux marchés, les marchés anciens se saturant par l'afflux de capitaux aux rendements décroissants. À ce « plafond » économique s'ajoutent ceux des ressources naturelles -énergétiques et minières-, et de la nouvelle régulation contraignante du dérèglement climatique.

La doxa voudrait qu'elle apporte le progrès, réduise les inégalités et règle la question du dérèglement climatique. Mais le rendement du capital étant durablement supérieur au taux de croissance économique, cette affirmation n'est pas vérifiée (T. Piketty et all.) : la croissance des dividendes distribués aux actionnaires et des fortunes cumulées des milliardaires (10 000 milliards\$, environ 13% du PIB mondial)ⁱ vont de pair avec la stagnation des bas revenus.

Condamnée à plafonner -voire à baisser-, la croissance du PIB s'avère doublement toxique :

- par les coûts des effets antisociaux qu'elle produit et qui la renforcent,
- pour elle-même en étant liée à l'énergie carbonée qui dérègle le climat, qui réduit les rendements.

Quel progrès quand des biens et services causent des dommages à la santé ou à l'environnement, dont les traitements/réparations contribuent à ladite croissance ? Ou quand, sous pression de l'UE et des lobbys légalisateurs on intègre le trafic de drogue (et bientôt la prostitution) au PIB depuis 2018 ?

Les effets antisociaux : Les pesticides, souvent cause de cancers, sont avec les plastiques contenant des phtalates et BPA des perturbateurs endocriniens dont le coût d'impact santé était estimé de 157 à 270 milliards € en 2015 soit 1,23% à 2% du PIB européenⁱⁱ (environ 50M€ en France), sans parler de la chute de la fertilité humaine qu'il faut traiter. Le coût du cancer en France est estimé à 28M€ en 2017ⁱⁱⁱ (pertes de production incluses), sans doute près de 35M € en 2020 avec des coûts de traitements qui explosent. Sachant que 40% des cancers sont évitables^{iv} v, estimez-en le coût et l'impact sur la balance commerciale, les médicaments étant importés ! Le sucre est la cause principale du diabète, dont le coût en traitements seuls était estimé à 20M€ en France en 2017^{vi} et que l'on peut estimer, coûts des infirmités et perte de production à plus de 30M€ en 2020. Le coût de la pollution atmosphérique (dioxyde d'azote et nanoparticules) était estimé à 101M€ en 2015 dans un rapport du Sénat^{vii}. Plus de 67000 personnes par an en meurent en France^{viii}, dont les traitements accroissent le PIB. On peut penser que la part toxique de la croissance auto-génère en dépenses de santé et coûts sociaux plus de 200M€, près de 10% de PIB.

L'impact environnemental : La croissance économique est historiquement liée à l'énergie consommée, leurs courbes d'évolution sont parallèles. Or la croissance carbonée est source de l'accumulation du CO2, cause essentielle du dérèglement climatique. D'où canicule, sécheresse et inondations qui réduisent la production agricole et le trafic fluvial, détruisent l'habitat, les infrastructures et les forêts, augmentent la consommation d'énergie (ex. de la clim) et entraînent l'arrêt des centrales nucléaires etc. La sécheresse cause cette année des pertes de production céréalières en France de 10 à 30%^{ix}. Les coûts de reconstruction et de protection gonflent le PIB pour une part sans doute supérieure à 100M€. Est-ce un progrès ? En outre, calculer le coût de la destruction des communs est délicat. Le coût de la perte de biodiversité est estimé à 479M\$ par an dans le monde^x, environ 8M€ en France. Les assureurs couvrent dans des conditions de plus en plus délicates les catastrophes dites « naturelles »^{xi}, et les catastrophes climatiques ont doublé entre 1980-1999 et 2000-2019 (6681), leur coût approchant les 3000 milliards\$^{xii}.

Pour durer la croissance a besoin de minerais et d'énergie. Les gisements ont des limites et leur exploitation nécessite de plus en plus d'eau et d'énergie. Déjà s'annoncent le pic pétrolier^{xiii}, l'épuisement des mines d'argent, d'or, d'antimoine, d'étain etc dans les prochaines décennies, puis le cuivre, uranium etc avant la fin du siècle^{xiv}...

Les « boucles de rétroaction positive » accélèrent le dérèglement du système climatique. Le non-respect de l'Accord de Paris provoque entre autres l'accélération de la fonte des pôles, condamnant dans les prochaines décennies Hambourg, Tokyo, New York etc^{xv}... La fonte inédite du permafrost accélère le réchauffement en libérant méthane et CO2, et aussi bactéries et virus potentiellement dangereux.

Les impacts climatiques extrêmes ont toujours causé des migrations^{xvi}. On prévoit entre 143 millions et 1 milliard de réfugiés d'ici 2050^{xvii} : quelles réactions dans les pays d'accueil ? Et quel terreau pour les groupes terroristes...

Les débats biaisés croissance/environnement

« La faculté que nous avons de nous manipuler nous-mêmes pour que ne vacille point le socle de nos croyances est un phénomène fascinant »^{xviii}.

Le lieu des débats va du déni des climatosceptiques au scientisme allant jusqu'à la planète de rechange et Mars en attrape-rêves. Dissonance cognitive hélas, on se rassure comme on peut.

Le manque de données épidémiologiques et économiques pollue la problématique Croissance/Environnement : les départements ayant le plus de sites « Seveso » n'ont pas de « registres du cancer »^{xix}, les enquêtes, les enseignements-

recherches sur l'impact santé-environnement sont rares et lacunaires, laissant le champ libre aux lobbys qui commanderont et diffuseront les leurs. Les climato-sceptiques bénéficient d'une couverture médiatique bien supérieure à celle des scientifiques qu'ils mettent en doute^{xx}, mais on progresse : l'Académie des Sciences rejette ses membres climato sceptiques en 2020^{xxi}. Les groupes pétroliers, dont les décisions stratégiques accélèrent le dérèglement^{xxii} dépensent des centaines de millions de \$ dans leurs actions de lobbying. Plus subtilement, des acteurs traditionnels de l'énergie décrédibilisent les énergies nouvelles pouvant les concurrencer.

L'État, garant de l'intérêt général est déresponsabilisé, contraint aux reculades sous pression des lobbys : report à 2040 de la suppression des plastiques jetables^{xxiii} lors du vote de la loi du 10 février 2020 contre le gaspillage et pour l'économie circulaire, report à 2023 de l'interdiction des néonicotinoïdes votée en 2016 pour effet en 2018 avec dérogations jusqu'en 2020, rejet de la mise en œuvre des conclusions de la Convention Citoyenne^{xxiv} etc.

Le rapport du Sénat sur l'incendie de Lubrizol pointe l'absence de contrôle et d'information sur les matières stockées^{xxv}.

Les 1956 lobbys opérant en France visent le gouvernement et le Parlement pour 56% et 67% de leurs actions^{xxvi}, leur adressant des notes souvent copiées-collées dans les textes de loi. L'Union Européenne en compte 11882 en janvier 2020, dont les actions seront listées dès qu'elles ont lieu dans un pays membre, tandis que le Sénat en France a de nouveau reculé de deux ans le répertoire des actions de lobbying menées localement : c'est dans leur circonscription qu'on « sensibilise » les parlementaires sur les menaces pour l'emploi.

La guerre de l'information sur les médias et les Réseaux Sociaux (semer le doute, jouer sur la peur et les émotions) fait obstacle à la connaissance alors que le public veut comprendre^{xxvii}, inhibe les décisions de politique publique entraînant de multiples reculades qui ruinent la confiance et ouvrent des boulevards au populisme.

Propositions

Diplomatie et guerre cognitive :

Au-delà des normes et des lois Il faut proposer des alternatives concertées et coordonnées à l'international pour remédier aux dérèglements et pollutions. Mais cette démarche est condamnée si le pouvoir des lobbys n'est pas restreint par l'obligation de transparence et par la critique scientifique et citoyenne de leurs positions et actions.

Questionner le scientisme survendu par les médias : La planète B n'est pas une Utopie mais une Intox

Affirmer le rôle de l'état :

Maitriser l'application des décisions légales et réglementaires par le mode de gestion de projet, qui responsabilise les acteurs concernés avec des rapports d'étapes en comités de pilotages, chargés de valider les réalisations et d'alerter sur les retards en temps réel : l'argument du « on n'a pas eu le temps de se préparer » sera inactivé.

Traiter l'inhibition politique du chantage à l'emploi, en préparant sur les territoires la mise en place concertée des décisions politiques correctives : former, aider à la conversion, financer les investissements productifs et R&D.

Assainir la prolifération réglementaire de l'évaluation environnementale, défectueuse dans son exécution et contrôle (ex. Lubrizol à Rouen), en appliquant l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 « La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration », en rendant par ex. le pouvoir d'agir à la commission d'accès aux documents administratifs, étouffé par la jurisprudence étendant le cadre du caractère abusif des demandes de documents hors du champ prévu par loi (CE, 14 nov. 2018, n° 420055).

Renforcer le rôle du HCC, qui déplore que 3% des textes de loi fassent l'objet d'une telle évaluation^{xxviii}.

Bâtir une Stratégie de Transition énergétique fondée sur la Détox de la croissance, en restreignant les activités incompatibles avec les enjeux écologiques et encourageant des activités compatibles : Interdire la pub des produits incompatibles avec les objectifs de l'accord de Paris, évitement des consos électriques inutiles (extinction des éclairages immeubles, panneau pub LED, vitrines...), moratoire sur la 5G (mesurer l'impact énergie des serveurs et des usages consuméristes qu'elle promet), préparation psychologique des changements de consommation.

Améliorer la politique urbaine sur les plans énergie et climat : les mobilités, l'habitat, les réseaux de communications

Améliorer l'efficacité du crédit impôt recherche^{xxix}, qui serait versé à un fonds public reversé aux chercheurs selon critères liés aux objectifs de lutte contre les dérèglements, avec contrôle citoyen.

Non-ratification et amendement du traité CETA à l'UE, en inscrivant le respect des engagements de l'accord de Paris comme objectifs contraignants des accords commerciaux, en supprimant la disposition autorisant les multinationales à attaquer les états dans les tribunaux d'arbitrage privés lorsqu'ils adoptent des mesures de protection de l'environnement et de la santé^{xxx}.

Préserver la politique de la recherche scientifique des dérives consuméristes court-termistes.

Communication d'influence du Grand Orient

Inscrire le respect des équilibres de la nature, notamment climatiques, dans la constitution du GO (art1)

Faire de l'universalisme de nos valeurs une « planéthique » en valorisant l'altruisme et la coopération.

Promouvoir dans les LL□ la connaissance scientifique de ces phénomènes afin de réduire les dogmatismes.

Approcher et encourager publiquement (invitation à des conférences etc) les écoles, universités qui instaurent des enseignements et recherches afin de lutter contre les dérèglements et pollutions^{xxxi}, de même que les institutions financières et d'assurance qui valident la gravité de la situation et engagent des actions correctives concrètes^{xxxii}. Il ne s'agit pas là d'un nième label vert, mais d'une reconnaissance publique valorisante, attestant l'engagement séculier de l'Obédience en faisant connaître nos valeurs humanistes.

Renforcer le rôle de l'État, sans technocratie. Liberté-Égalité-Fraternité ne marchent qu'en alliage parfait : dérèglement climatique et atteintes aux communs nuisent aux plus démunis et nous frappent tous. L'urgence d'agir ne doit nous paralyser sous le couvercle de nos certitudes et du fatalisme, car on ne pourra pas dire que l'on ne savait pas.

Annexe : liens sources Web

- ⁱ <https://www.forbes.fr/business/les-milliardaires-sont-plus-riches-que-jamais/>
- ⁱⁱ <https://academic.oup.com/jcem/article/100/4/1245/2815065>
- ⁱⁱⁱ <https://www.capital.fr/economie-politique/sante-linquietante-explosion-des-couts-du-cancer-en-france-1362923>
- ^{iv} <https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/cancers>
- ^v https://gco.iarc.fr/includes/PAF/PAF_FR_report.pdf
- ^{vi} <https://www.federationdesdiabetiques.org/public/content/1/doc/idf-atlas-8e-fr.pdf>
- ^{vii} <https://www.senat.fr/notice-rapport/2014/r14-610-1-notice.html>
- ^{viii} <https://www.leparisien.fr/societe/sante/pollution-de-l-air-deux-fois-plus-de-morts-qu-annonce-selon-une-nouvelle-etude-12-03-2019-8029857.php>
- ^{ix} https://www.bfmtv.com/economie/ble-orge-colza-2020-une-annee-catastrophique-pour-les-moissons_AN-202007080035.html
- ^x http://www.datapressepremium.com/rmdiff/2005445/Global_Futures_Summary_Report.pdf
- ^{xi} <https://www.swissre.com/institute/research/sigma-research/sigma-2020-02.html> , et <https://bit.ly/2EJbKpZ>
- ^{xii} <https://www.undrr.org/publication/human-cost-disasters-overview-last-20-years-2000-2019>
- ^{xiii} <https://www.usinenouvelle.com/article/selon-l-opep-le-petrole-atteindra-son-pic-en.N1014324>
- ^{xiv} <https://ecoinfo.cnrs.fr/2014/03/11/1-epuisement-des-ressources-naturelles/>
- ^{xv} <https://bit.ly/3376yVd>
- ^{xvi} <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/changement-global/articles-scientifiques/migrations-environnementales>
- ^{xvixvii} <https://www.latribune.fr/economie/international/migrations-la-bombe-a-retardement-climatique-784546.html>
- ^{xviii} Muriel Barbery, "L'élégance du hérisson" Gallimard 2006, p.113.
- ^{xix} <https://www.terrestres.org/2020/07/01/cancer-lart-de-ne-pas-regarder-une-epidemie/>
- ^{xx} Aux USA : https://www.nature.com/articles/s41467-019-09959-4?fbclid=IwAR0qe-tj8I5SCFhR8rwaYgA-e5_BMPgHNTizumRfAU971ydP5BApHEnc90#Sec19
- ^{xxi} https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/01/29/l-academie-des-sciences-tourne-la-page-du-climatoscepticisme_6027662_3244.html
- ^{xxii} <http://priceofoil.org/content/uploads/2020/09/OCI-Big-Oil-Reality-Check-vF.pdf>
- ^{xxiii} <https://www.franceinter.fr/emissions/camille-passe-au-vert/camille-passe-au-vert-10-decembre-2019>
- ^{xxiv} <https://www.lesechos.fr/politique-societe/emmanuel-macron-president/emmanuel-macron-leve-le-pied-sur-les-mesures-de-la-convention-pour-le-climat-1253878>
- ^{xxv} http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202006/consequences_de_lincendie_de_lusine_lubrizol_a_rouen.html
- <https://www.publicsenat.fr/article/societe/lubrizol-pour-herve-maurey-personne-ne-connaissait-la-liste-des-produits-presents>
- ^{xxvi} https://www.hatvp.fr/wordpress/wp-content/uploads/2020/07/HATVP_RA2019_web.pdf
- ^{xxvii} <https://larevuedesmedias.ina.fr/environnement-retour-m%C3%A9dias-rentre%C3%A9>
- ^{xxviii} https://www.citepa.org/fr/2020_02_b03/
- ^{xxix} <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-cnepi-avis-impact-cir-06032019-final-web.pdf>
- ^{xxx} <https://www.toutteleurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-le-ceta.html>
- ^{xxxi} <https://pour-un-reveil-ecologique.org/fr/>
- ^{xxxii} <http://www.carbon4finance.com/communiqué-hsbc/>